

# ASSOCIATION FRANÇAISE

L'AVANCEMENT DES SCIENCES

*Fusionnée avec*

L'ASSOCIATION SCIENTIFIQUE DE FRANCE

(Fondée par Le Verrier en 1864)

Reconnues d'utilité publique



CONGRÈS DE CAEN

1894

**M. Arsène DUMONT**

LA CIVILISATION SCIENTIFIQUE EN FRANCE

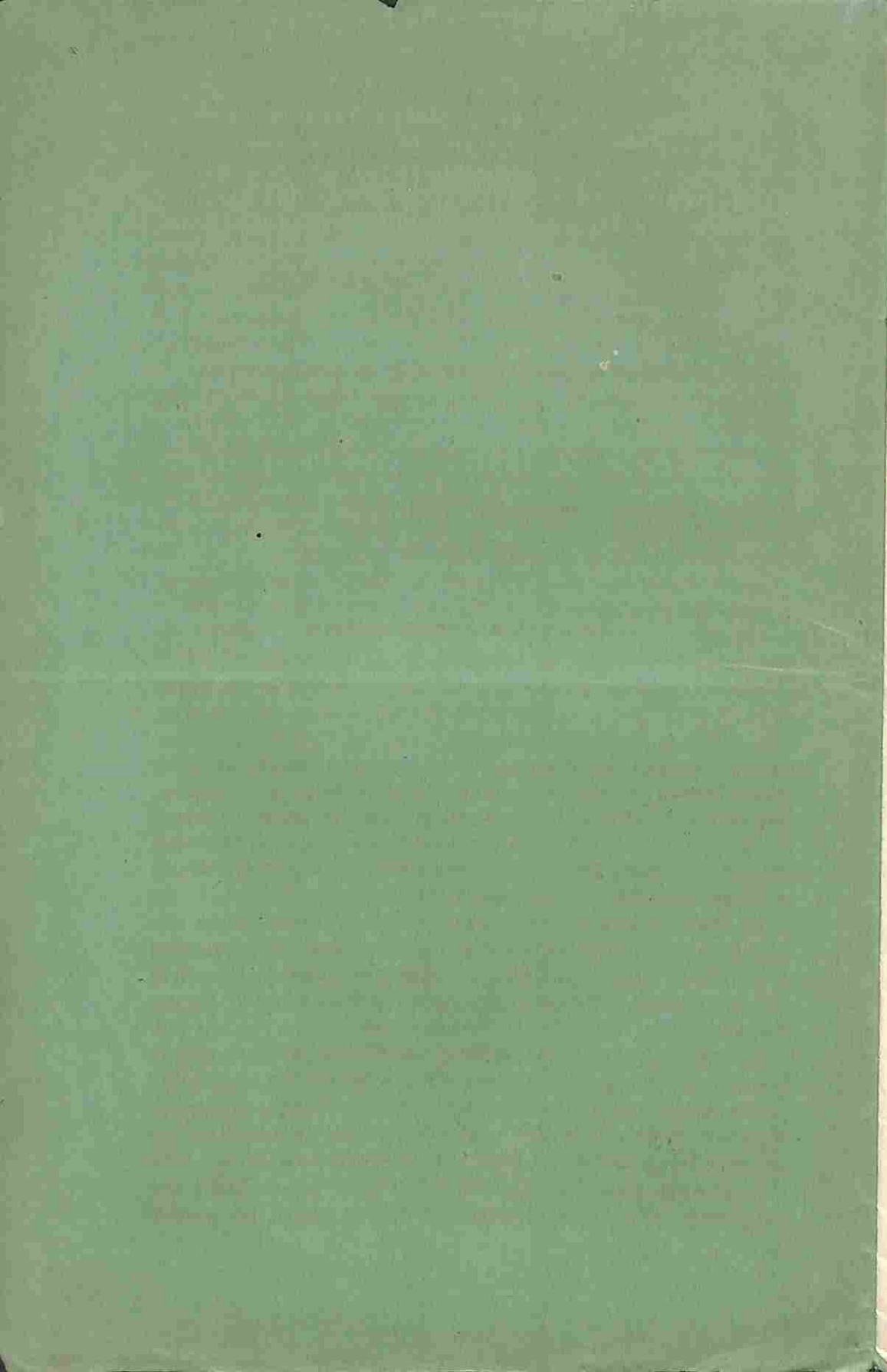


PARIS

AU SÉCRÉTARIAT DE L'ASSOCIATION

28, RUE SERPENTE

(Hôtel des Sociétés savantes)



# ASSOCIATION FRANÇAISE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES

*Fusionnée avec*

L'ASSOCIATION SCIENTIFIQUE DE FRANCE

(Fondée par Le Verrier en 1864)

---

CONGRÈS DE CAEN — 1894

---

M. Arsène DUMONT

à La Cambe (Calvados).

---

LA CIVILISATION SCIENTIFIQUE EN FRANCE

---

— Séance du 10 août 1894 —

Depuis la Révolution française, déterminée par des embarras financiers et la difficulté de nourrir le peuple, les gouvernements et la nation, appliquant leur effort au besoin le plus pressant, ont pris pour principal objet le développement économique. Le succès a dépassé les espérances puisque, dès à présent, les subsistances sont produites en quantité suffisante pour faire face aux besoins de la population.

En même temps, et comme conséquence de cet accroissement des richesses, s'est produite leur formidable accumulation dans quelques mains et une inégalité dans leur répartition dont aucune époque n'avait fourni d'exemple. D'autre part, le génie de quelques savants, bien que travaillant avec des moyens insuffisants et seulement sur un très petit nombre de points de l'Europe occidentale, a fait faire à toutes les sciences des pas de géant. Et pour que soit complet le parallélisme entre le processus économique et le processus intellectuel, de même que la surabondance des biens de toute nature n'empêche pas des millions de citoyens de vivre dans la misère, l'éclatante lumière dans laquelle se meut l'élite cultivée n'empêche pas que des millions de Français soient plongés dans les ténèbres au point de ne savoir pas lire leur langue. Des millions

d'autres n'ont qu'une instruction primaire; des millions y joignent à peine quelques notions générales dépourvues de précision ou d'étendue. Il est sans doute fort exagéré d'évaluer à cinq cent mille le nombre d'habitants de la France, hommes ou femmes, jeunes gens ou jeunes filles, qui s'intéressent même superficiellement au progrès scientifique. L'Association française ne compte pas un Français sur dix mille et les diverses revues qui ont pour objet de faire connaître le mouvement scientifique n'ont certes pas ensemble quarante mille abonnés, c'est-à-dire un pour mille habitants.

L'atmosphère échauffée de Paris fait illusion à ceux qui n'en sortent jamais pour longtemps; mais les provinces et spécialement les campagnes restent inertes et glacées. La masse reçoit par les journaux la nouvelle des résultats pratiques et tangibles, sans comprendre comment ils ont été acquis, comment on pourrait en acquérir d'autres, sans rien désirer à cet égard, sans se douter des avantages énormes que chacun en pourrait retirer et surtout sans songer qu'un moyen sûr et simple de se les procurer consiste à augmenter le budget de la culture scientifique. Elle profite ainsi des progrès matériels en restant étrangère à l'œuvre d'intelligence, à peu près comme les animaux qui se chauffent au feu, sans jamais aller jusqu'à l'entretenir.

Un tel état de choses ayant toujours existé semblera par cela seul pouvoir se perpétuer sans péril. Ce serait une grave erreur.

La valeur d'une civilisation est proportionnelle à la quantité de vérité scientifique qu'elle contient; ses chances de durée sont proportionnelles au nombre des esprits qui y participent. Toutes les civilisations du passé ont péri, d'abord parce qu'elles étaient insuffisamment rationnelles, ensuite parce qu'elles étaient toujours le privilège d'une minorité beaucoup trop faible.

Si la nôtre veut vivre, si elle veut perdre tout effet mauvais et devenir exclusivement bienfaisante, elle doit être: 1<sup>o</sup> rectifiée et 2<sup>o</sup> universalisée.

Quel que soit celui de ses éléments que l'on considère, la rectification à faire consistera toujours dans l'élimination progressive de l'arbitraire, dans l'introduction d'une dose de plus en plus grande de raison. La culture des sciences a deux sortes d'effets: les uns, d'ordre matériel, augmentent le pouvoir de l'homme sur la nature; les autres, d'ordre mental, déterminent une rectitude plus grande de son jugement. Même dans les domaines où la science positive n'a point encore pénétré, comme la morale et la politique; même dans ceux qui semblent par nature soustraits à son influence, comme l'art et la poésie, les tendances rationnelles, la virilité d'esprit développées par les études scientifiques feront sentir leur action, endigueront les fantaisies du caprice individuel, dont les écarts sont généralement une marque de faiblesse. Dans toutes les sphères du savoir, l'élan de plus



en plus ardent, de plus en plus universel vers la découverte du vrai ; la confiance inébranlable dans sa puissance rénovatrice ; la discussion implacable de toute doctrine qui cherche à s'imposer au lieu de se proposer ; le mépris du faux, de l'obscur et du mystérieux : tels seront nécessairement les caractères de la civilisation de l'avenir.

Mais, s'il est nécessaire qu'elle soit rectifiée en ce sens, cela ne suffit pas. Il faut encore qu'elle soit répandue, aussi également que possible, sur tous les points du territoire et dans toutes les cervelles.

En donnant cette direction à ses efforts, la France ne fera rien de plus que travailler consciemment, c'est-à-dire aussi efficacement que possible, à la tâche que le cours naturel des choses vient de lui-même imposer au siècle qui va naître.

Il a fallu près de cent ans pour parvenir à la conquête du pain et de la liberté. L'œuvre dévolue au vingtième siècle est la conquête de l'égalité. Tout en continuant l'œuvre du dix-neuvième, en accumulant les vérités scientifiques et les richesses, il aura pour but spécial la répartition de plus en plus équitable des unes et des autres. A l'aide de l'égalité politique, dès à présent assurée, il s'acheminera graduellement vers l'équivalence de culture esthétique, morale, intellectuelle, et finalement vers l'égalité économique. Au point de vue économiste, qui considère les subsistances comme le but et l'homme comme un simple instrument de production, succédera le point de vue démographique d'où les richesses apparaissent comme le moyen et l'homme comme le but. L'objectif qui s'imposera aux gouvernements tiendra dès lors dans cette formule : avoir le plus d'habitants possible réalisant chacun le plus de valeur possible.

Et ce programme lui-même se divise en deux parties : 1° à l'aide de toutes les lumières que la démographie apporte et peut apporter au sujet, remédier au fléau si complètement inattendu de la dépopulation ; 2° assurer à toute parcelle de territoire, à tout corps et à toute cervelle française son maximum de culture, son maximum de rendement en fait de beauté, de vérité et d'utilité sociale. Du reste, ces deux grandes tâches sont étroitement solidaires et réalisables par les mêmes moyens. Ce qui sert directement à l'une travaille toujours indirectement en faveur de l'autre. Progrès en nombre et progrès en valeur se réaliseront l'un comme l'autre par le progrès de l'égalité.

C'est la différence de niveau en fait de culture et de moyens de jouissance entre les divers points du territoire qui détermine l'émigration rurale et toutes ses mauvaises conséquences. C'est la différence de niveau entre les diverses classes sociales qui détermine l'effort désespéré de l'individu pour s'élever et par suite l'abaissement de la natalité. La diminution des naissances et l'accroissement de l'émigration rurale sont donc, je l'ai maintes fois constaté, les deux effets jumeaux d'une même cause :

l'inégalité dans tous les genres et le supplice de l'inégalité, en fait, sans cesse avivé par le contraste de l'égalité en droit dès longtemps proclamée par la démocratie. Actuellement, l'individu est obligé de faire pour s'élever des efforts excessifs, trop souvent infructueux, bien qu'épuisants; faites qu'il puisse, au contraire, progresser sur le sol natal, sans dépense exagérée d'énergie et alors il lui restera, son développement personnel une fois assuré, un excès de ressources disponibles applicable au développement de la race en nombre.

Dans notre siècle de liberté, de concurrence effrénée et de ploutocratie, tout appel à l'égalité porte ombrage. Il est facile de montrer que ces préjugés sont irréfutés. Le progrès de l'égalisation bien comprise, c'est-à-dire le relèvement des inférieurs est, en réalité profitable à toutes les classes sociales, aux classes supérieures ou moyennes comme aux autres.

Qu'un poète, un artiste, un savant se trouve obligé de vivre dans un milieu ignorant et grossier, ce sera lui qui souffrira de la différence des niveaux. Qu'un homme bien élevé soit en contact forcé et prolongé avec des êtres vicieux et répugnants de saleté, il sera au supplice et peut-être, s'il n'est énergique, deviendra-t-il leur souffre-douleur. Pour peu que d'heureuses circonstances les convertissent même partiellement à la politesse et à la propreté, ils commenceront à lui accorder plus de respect et d'influence. En fait de qualités mentales, on voit nettement les inconvénients de l'inégalité pour les supérieurs. Rien n'en prouve mieux la réalité que le soin jaloux pris par ceux-ci de s'isoler toutes les fois qu'ils le peuvent, par un fossé aussi large que possible.

Mais, même sous le rapport économique, l'extrême inégalité présente aussi des désagréments pour la classe la plus élevée et le relèvement des inférieurs lui offre de réels avantages. Qu'un riche propriétaire ait ses biens dans une commune à ce point misérable qu'elle soit en majorité composée de mendiants et de voleurs, il vivra fatalement en hostilité avec eux. Il jouira, s'il le peut, du triste plaisir de les mépriser et d'acheter leur servilité à bas prix; mais les bons rapports seront impossibles. Supposons, au contraire, que chaque ménage de ces indigents prélève par an la valeur de cent francs seulement en aumônes et en rapines, il est certain qu'une mesure qui leur attribuerait la quantité de terre nécessaire pour fournir ce revenu, amènerait graduellement leur régénération morale; ils commenceraient à épargner, renâtraient à l'orgueil et à la dignité. En même temps, la sécurité du riche aurait cru proportionnellement à la valeur et au bien-être du pauvre.

C'est une vérité souvent énoncée que plus il y a de petites propriétés, mieux les grandes sont garanties. On oublie d'ajouter qu'elles sont aussi d'autant plus productives. C'est ce phénomène économique, rarement avoué par ceux qui en profitent, qui au lendemain de la Révo-



lution, mit tant d'émigrés en présence de domaines augmentés de revenus bien que diminués en étendue. Aider les pauvres à s'enrichir toutes les fois qu'on le peut, faire monter à la fortune ceux qui ont simplement l'aisance, encourager leurs efforts, voir toujours leurs succès avec sympathie, voilà la meilleure politique que puissent adopter les classes élevées. C'est la seule qui soit en même temps morale, prudente pour elles et bienfaisante pour la société. Il n'est pas impossible qu'elles finissent par le comprendre et avec elles le gouvernement et la nation. Mais ce réveil des sentiments généreux sera lent. L'antipathie pour l'égalité subsistera longtemps, d'abord parce qu'elle commence presque toujours par blesser la vanité, en second lieu parce qu'on comprend en général par là uniquement l'égalité qui abaisse au lieu de l'égalité qui élève, enfin parce que la ploutocratie est encore fort loin d'avoir produit tous ses mauvais effets.

Si le vingtième siècle sauve les nations civilisées et la civilisation en égalisant progressivement la répartition des divers éléments dont elle se compose, ce ne sera pas par l'égalisation des richesses qu'il devra commencer. Ce sera sans doute le couronnement d'un travail de longue durée, ce n'en saurait être le début. Les socialistes, acceptant le champ de bataille choisi par les économistes, s'attaquent tout d'abord sinon exclusivement à l'arbitraire distribution des richesses. C'est prendre le taureau par les cornes. Mais pour qui méconnaît à ce point l'insuffisance de ses forces et la puissance de l'obstacle attaqué, la défaite est certaine.

Tout au contraire, le progrès de l'égalisation devient possible s'il porte d'abord sur la valeur personnelle des citoyens. Il est dès à présent aussi facile qu'avantageux d'organiser le service qui doit assurer l'universalisation de la culture scientifique.

La nation pourvoit actuellement à l'instruction primaire de tous (ou presque tous) les enfants, elle donne l'instruction secondaire et supérieure à qui peut la payer. Il ne s'agit ici ni de modifier ni d'étendre ces divers services, il s'agit de créer une organisation nouvelle, toute différente par son objet comme par sa nature. En effet, la population à instruire n'est pas seulement la population scolaire. Les enfants et les jeunes gens ne sont pas seuls à avoir des besoins intellectuels, les hommes et les femmes de tout âge ont aussi de légitimes curiosités à satisfaire, une ignorance à dissiper aussi préjudiciable à leur valeur personnelle qu'au développement de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Le peuple, dans son ensemble, est encore un grand enfant, génial, puissant, passionné; mais ignorant, doué des facultés les plus hautes et dépourvu des connaissances qui les rendraient fécondes; il faut imaginer à son usage une pédagogie nouvelle, en poser les règles générales et les moyens d'application.

Lors du terrible réveil de 1871, c'est sur tous les points du territoire que fut ressentie la nécessité d'institutions capables de pourvoir à l'éducation et à l'instruction de tous.

Après vingt-cinq années d'attente stérile, si nous sommes enfin las de la république athénienne, corrompue, inconstante et dilettante, il est temps de revenir à la conception de la république scientifique et de préparer son organisation.

C'est dans chacune de nos communes rurales, toutes les fois au moins que son extrême petitesse ne rend pas la chose impossible, que doit être placé le foyer de culture, si l'on veut qu'il soit réellement à la portée de tous les habitants. Il est nécessaire qu'il comprenne une salle de réunion, un musée et une bibliothèque, un directeur logé et rétribué, un conseil de direction et enfin qu'il s'appuie sur un collège d'investigation et de vulgarisation situé dans la ville la plus centrale du département.

Ces collèges forment la base de toute l'institution. Analogues au Collège de France, mais réduits à la partie scientifique, ils pourraient prendre comme lui, dans cette branche particulière, la devise *Omnia docet*. Ils seraient composés de savants chargés d'étudier tous les moyens que les différentes sciences peuvent fournir pour augmenter la valeur du territoire et des habitants. Ni le génie, ni le goût pour la vérité positive ne font défaut en France, et le personnel nécessaire sera facile à recruter dès qu'on voudra le payer. En fait de moyens de recherche, de livres et d'instruments, le strict minimum exigible, c'est tout ce qui existe. En fait de rétribution, une indemnité suffisante pour permettre une existence vouée exclusivement aux travaux intellectuels ; mais point de traitement excessif.

La composition des collèges devra varier quelque peu selon les départements. Ils devront toujours comprendre un nombre de chercheurs suffisant pour pouvoir répondre aux questions qui leur seront adressées concernant toutes les parties des sciences exactes et naturelles, notamment la météorologie et la géologie, et les sciences relatives aux industries spéciales du département ; la géographie agricole et botanique, l'anthropologie, l'ethnographie et la démographie. Ils seront chargés de l'élaboration des statistiques économiques et démographiques, et de la conservation des documents qui s'y rapportent.

En principe, chaque membre des collèges départementaux devra faire deux parts de son année : l'une consacrée à des travaux de laboratoire, l'autre à la vulgarisation, c'est-à-dire à des tournées de conférences et d'inspection dans les communes.

Pour concevoir l'action de l'organisation nouvelle sur chaque profession, prenons comme exemple l'agriculture, la première de toutes par le nombre des citoyens qu'elle fait vivre. C'est un art et non une science : mais elle



se base sur une multitude de données scientifiques connues d'une manière plus ou moins précise et le plus souvent totalement ignorées. Comme son but est l'exploitation des végétaux et des animaux utiles, la destruction de ceux qui sont nuisibles, elle a le plus haut intérêt à connaître les uns et les autres. La chimie, la météorologie, la biologie animale et végétale, la botanique et la zoologie doivent éveiller la curiosité du cultivateur, parce que le plus petit fait dépendant de ces sciences peut devenir pour lui une cause de perte ou de gain. Cet art, tout fait en apparence de routine traditionnelle, est en réalité apparenté aux sciences les plus compliquées. La pratique agricole renferme un grand nombre de recettes qui, bien que trouvées par tâtonnement, sont bonnes et lucratives ; il faut alors chercher les causes de leur valeur afin d'en légitimer et généraliser l'emploi. Dans ce domaine, le travail ne manquera pas pour les membres des collèges d'investigation qui auront cette spécialité, quelque nombreux qu'ils soient, et la vulgarisation ne pourra manquer de passionner les populations rurales.

L'organisation de la vulgarisation, pour obtenir son plus grand effet, doit comprendre quatre moyens d'action : le livre de la bibliothèque, le musée communal, la parole du directeur de l'institut local et enfin, à des intervalles plus ou moins grands, les conférences et les visites des membres du collège départemental.

Un musée des sciences relatives à l'agriculture serait immense, bien qu'il puisse se créer sans frais considérables et peu à peu, par le travail même des habitants. La bibliothèque devra forcément se borner aux ouvrages généraux. Son catalogue gagnera en étendue par des échanges avec les communes voisines. Dans les communes agricoles de l'île de Ré, des bibliothèques coopératives de douze à quinze cents volumes comprennent des ouvrages extrêmement variés. Lus attentivement pendant les veillées, ils forment très fréquemment l'objet des conversations. Ce qui se passe sur ce point de la France pourrait se généraliser.

Mais le moyen sur lequel il faut surtout compter pour éveiller l'intérêt, ce sont les assemblées hebdomadaires. Le directeur de l'institut communal, connaissant à fond la population, ses besoins, ses moyens d'existence, son agriculture et son industrie, s'efforcera d'abord de provoquer l'attention des auditeurs par la lecture des meilleurs et des plus récents articles de revue ayant trait à ces matières. Il en fera le commentaire oral, fera son possible pour qu'ils soient l'objet d'une discussion animée, provoquera les questions, les précisera, les mettra à l'ordre du jour de la réunion suivante. L'idéal auquel il faut arriver, c'est que le peuple interroge ses maîtres, que les ignorants dirigent les travaux des savants, afin que l'auditoire ne soit jamais passif, mais toujours actif. Il faut, par exemple, qu'à une demande faite par un cultivateur sur un sujet technique, trouvée-

intéressante par l'assemblée et transmise par le directeur local au collège départemental, il soit toujours répondu dans les huit jours d'une manière analogue à celle-ci : Question intéressante, réponse ci-jointe, ou bien : La réponse se trouve dans tel volume, dans tel dictionnaire, ou bien encore : Problème sans solution jusqu'à ce jour, sera mis à l'étude. Souvent les ignorants, comme les enfants, embarrasseront les savants et ce sera la dernière de ces réponses qui devra être envoyée. Mais du moins, ni le directeur de l'institut communal, ni le collège départemental ne manqueront de besogne. On ne doit pas craindre que l'assemblée des habitants manque davantage de curiosité, pourvu qu'au lieu de la rebuter on s'étudie à l'encourager et à la flatter, pourvu que les renseignements donnés soient toujours satisfaisants pour l'esprit et de temps en temps lucratifs. Le dévouement à la vérité et au bien du peuple devra être la règle des supérieurs et le peuple comprendra qu'en fait de considération et de moyens de travail il doit tout à qui le sert si bien.

Pour être populaire, il faut que cette organisation tende toujours à des résultats pratiques. Il faut que chaque citoyen trouve à sa portée les connaissances scientifiques les plus propres à augmenter sa santé et les agréments de sa vie, sa fortune et l'efficacité de son travail sur les objets qu'il veut créer ou transformer, aussi bien qu'à satisfaire la légitime curiosité que peuvent faire naître ses occupations professionnelles. Mais rien d'incertain, d'arbitraire, de sujet à contradiction ne doit entrer dans l'éducation nationale ; elle doit se borner rigoureusement, au moins pour longtemps, à l'étude des sciences et à leur vulgarisation.

L'histoire, le droit, les divers systèmes théologiques ou métaphysiques seront bannis des collèges départementaux et resteront à leur place actuelle dans les universités.

Une organisation aussi vaste et aussi nouvelle ne peut manquer de provoquer de puissantes résistances. Mais la vérité scientifique a pour elle cet avantage que ses adversaires ne peuvent avouer ouvertement leur hostilité, ce qui gêne leur action. Tout ce que pourra faire l'obscurantisme sera de se retrancher derrière le prétexte budgétaire.

Encore l'objection ne tient-elle pas, étant donné le caractère non seulement spéculatif, mais encore utilitaire de l'institution, et cent ou cent cinquante millions par an, s'ils doivent rapporter deux milliards, sont moins une dépense véritable qu'une simple avance et un placement fort avantageux, même au simple point de vue économique. Or, cette prévision n'a rien d'exagéré, le rendement de la terre à lui seul pouvant aisément devenir double ou triple de ce qu'il est actuellement.

Au point de vue politique et social, l'avènement de la civilisation scientifique est la panacée qui a le don de guérir tous les maux. Ainsi la décentralisation politique et administrative est infiniment désirable ; mais pour



que ses bienfaits ne soient compensés par aucun inconvénient, elle doit être accompagnée d'un ensemble d'institutions destinées à assurer l'homogénéité mentale de toutes les provinces, de toutes les communes composant le territoire de la République. Il faut toujours se souvenir qu'aujourd'hui encore, principalement dans les départements éloignés de Paris, des millions de Français des deux sexes ignorent la langue nationale. Si cet état de choses paraît sans danger, c'est que ces populations ne prennent point de part active à la vie publique ; mais du jour où elles auront assez de confiance en elles-mêmes pour vouloir marcher à leur gré, si la force du mécanisme ne les retient, il faudra qu'il y soit suppléé par l'identité des tendances, sous peine de voir apparaître des divergences trop accusées pour n'être point funestes.

Dans le système circulatoire de la France, le courant d'hommes qui va du centre aux extrémités est beaucoup moins actif que celui qui va des extrémités au centre. La vraie décentralisation consiste non à affaiblir le courant centripète, qui est fort utile, mais à fortifier le courant de retour. Là est la solution démocratique et progressive. La solution inverse ne serait compatible qu'avec l'arrêt de développement et l'obscurantisme. La culture scientifique universalisée, en permettant aux individus d'acquérir tout leur développement intellectuel sur le sol où ils sont nés ou d'y revenir sans être glacés de torpeur et dépayés, est le seul moyen efficace d'arrêter la dépopulation.

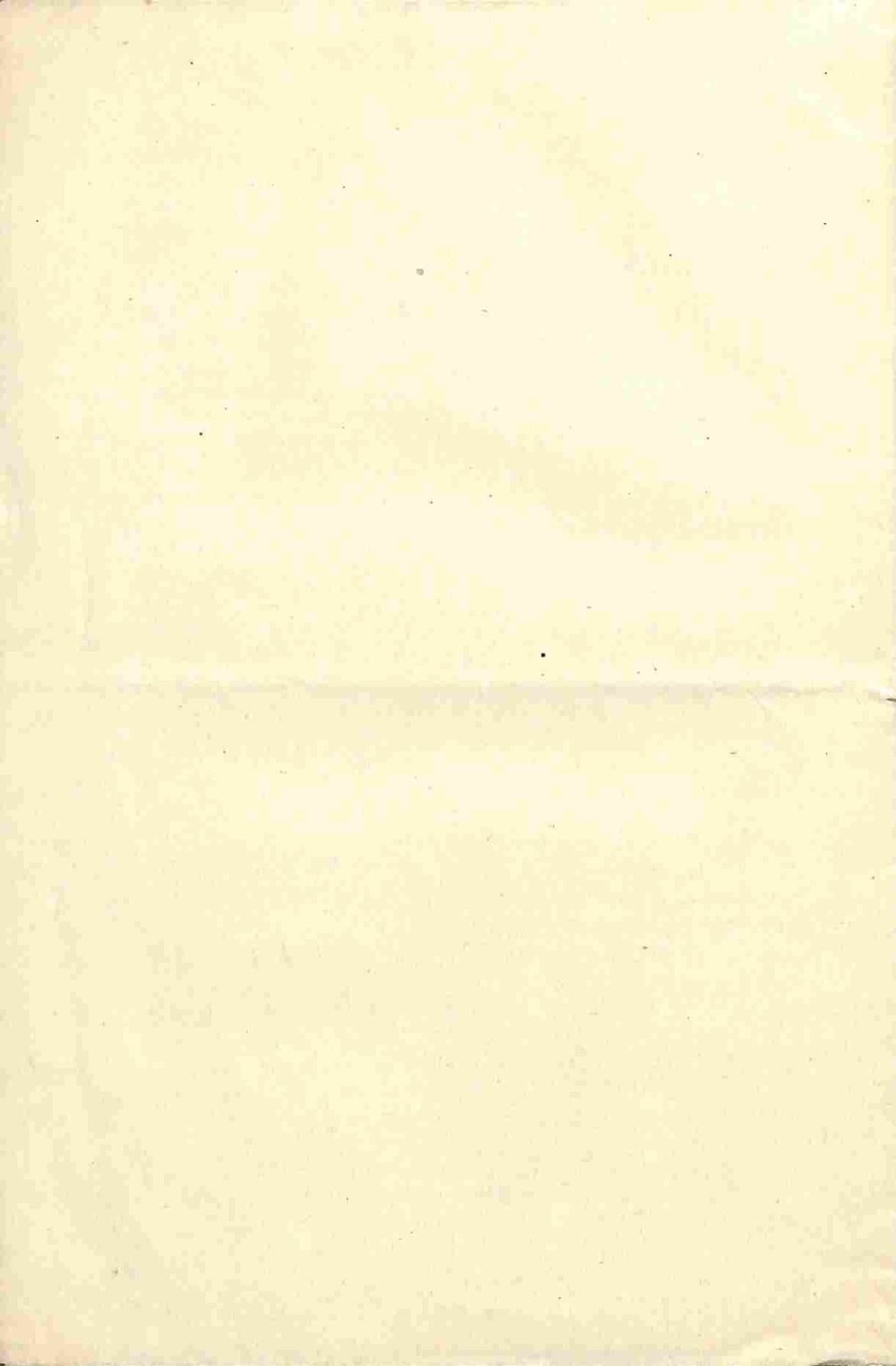
En somme, elle triplera la richesse nationale, la valeur des individus et de la terre, la force offensive et défensive de l'État, décuplera la sécrétion de vérité, placera la nation à la tête des nations civilisées, imposera sa langue comme langue scientifique universelle ; enfin, en atténuant l'inégalité intellectuelle, elle diminuera fatalement l'inégalité économique et fournira la seule solution pacifique du problème social.

Un unique obstacle s'oppose à ce que nous récoltions tous ces fruits : il n'y a pas dans la nation assez d'intelligence pour comprendre tous les avantages de la supériorité intellectuelle.













# ASSOCIATION FRANÇAISE

## POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES

---

### EXTRAIT DES STATUTS ET RÈGLEMENT

---

#### STATUTS

ART. 4. — Les membres de l'Association sont admis, sur leur demande, par le Conseil.

ART. 5. — Sont membres de l'Association les personnes qui versent la cotisation annuelle. Cette cotisation peut toujours être rachetée par une somme versée une fois pour toutes. Le taux de la cotisation et celui du rachat sont fixés par le Règlement.

ART. 6. — Sont membres fondateurs les personnes qui ont versé, à une époque quelconque, une ou plusieurs souscriptions de 500 francs.

ART. 7. — Tous les membres jouissent des mêmes droits. Toutefois, les noms des membres fondateurs figurent perpétuellement en tête des listes alphabétiques, et ces membres reçoivent gratuitement, pendant toute leur vie, autant d'exemplaires des publications de l'Association qu'ils ont versé de fois la souscription de 500 francs.

#### RÈGLEMENT

ARTICLE PREMIER. — Le taux de la cotisation annuelle des membres non fondateurs est fixé à 20 francs.

ART. 2. — Tout membre a le droit de racheter ses cotisations à venir en versant, une fois pour toutes, la somme de 200 francs. Il devient ainsi membre à vie.

Il sera loisible de racheter les cotisations par deux versements annuels consécutifs de 100 francs.

Les membres ayant payé pendant vingt années consécutives la cotisation annuelle de 20 francs pourront racheter les cotisations à venir moyennant un seul versement de 100 francs.

Tout membre qui pendant dix années consécutives aura versé annuellement une somme de 10 francs en sus de la cotisation annuelle sera libéré de tout versement ultérieur.

La liste alphabétique des membres à vie est publiée en tête de chaque volume, immédiatement après la liste des membres fondateurs.

Les membres ayant racheté leurs cotisations pourront devenir membres fondateurs en versant une somme complémentaire de 300 francs.

---

*Les souscriptions des membres fondateurs peuvent être versées en une seule fois ou en deux versements annuels consécutifs de 250 francs.*

---

Les souscriptions sont reçues :

AU SECRÉTARIAT, 28, rue Serpente, à Paris.